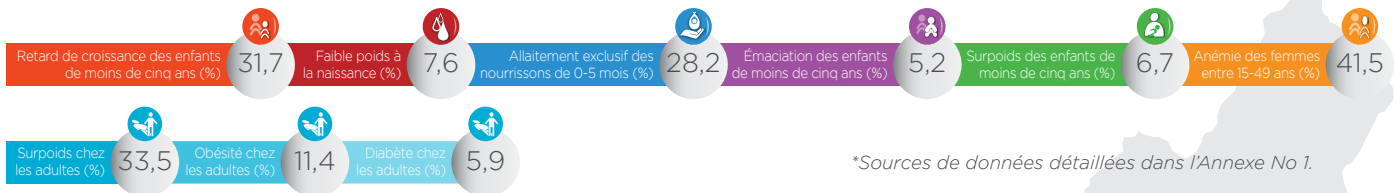




Date d'adhésion : février 2013
Population : 21,92 millions

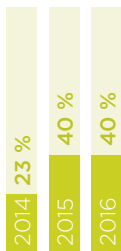
Cameroun



*Sources de données détaillées dans l'Annexe No 1.

Transformations institutionnelles en 2015 - 2016

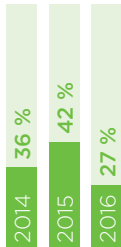
Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun



Les rencontres du Comité interministériel pour la lutte contre la malnutrition ont permis la validation d'un plan opérationnel de lutte contre la malnutrition et le déblocage de fonds pour l'élaboration d'un guide nutritionnel à l'intention des populations. Les quatre plateformes régionales sont toujours actives

et mettent en œuvre les plans opérationnels locaux. Des points focaux ont été nommés pour les réseaux SUN, tandis que la nomination d'un point focal stratégique SUN de haut-niveau reste encore à faire. Un réseau de journalistes a été mis en place dans un but de plaidoyer.

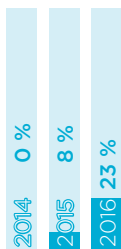
Garantir un cadre politique et juridique cohérent



La Politique multisectorielle d'alimentation et de nutrition a été révisée, en accord avec les résultats de l'analyse coût-efficacité des interventions, en vue d'accélérer la réduction de la malnutrition. La nouvelle politique s'ancre sur les mécanismes de coordination pour la nutrition, établis au sein de la

Primature. Le réseau des parlementaires met déjà en œuvre des actions de plaidoyer et de communication pour la nutrition, alors les médias nationaux ont été sensibilisés à la thématique de la nutrition. Un partenariat entre le Parlement et les médias a même été créé.

Aligner les actions autour d'un cadre de résultats commun



En mai 2016, le développement du cadre commun de résultats a débuté, sur la base de la nouvelle Politique multisectorielle d'alimentation et de nutrition, avec l'appui technique et logistique du bureau local de l'UNICEF. Le réseau de la société civile participe

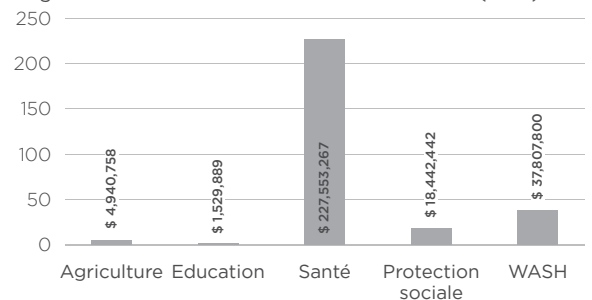
aussi à ce processus. Des systèmes d'information seront intégrés au cadre commun de résultats afin de suivre la mise en œuvre des actions prioritaires pour l'amélioration de la nutrition.

Suivre les financements et mobiliser les ressources



La budgétisation du cadre commun de résultats sera réalisée une fois que ce dernier sera terminé et validé. De plus, un cadre de suivi et évaluation des activités sera développé. Une étude sur les allocations budgétaires des dépenses publiques pour la nutrition a été réalisée pour l'année 2015, avec l'appui du Secrétariat du Mouvement SUN.

Allocations pour la nutrition dans différents secteurs gouvernementaux en millions de dollars USD (2015)



PRIORITÉS 2016 - 17

- Élaborer un cadre de suivi et d'évaluation.
- Encourager une meilleure gestion des données (par exemple, les plateformes nationales d'information pour la nutrition).
- Estimer les coûts de mise en œuvre des actions (niveau national et/ou sous-national) suivi financier (niveau national et/ou sous-national).
- Élaborer un dossier national d'investissement, soutenus par des données et des preuves, pour conduire le plaidoyer en faveur de la nutrition.
- Renforcer les compétences des acteurs clés, comme les membres de la plateforme multi-acteurs.